

Deux fois minoritaire

par Frédérique Matonti

Comment conserver son identité culturelle et la mémoire des persécutions lorsqu'on est membre d'un parti qui se veut universaliste ? Attentive aux sociabilités et aux émotions de ses cadres juifs, l'historienne Zoé Grumberg analyse leurs dilemmes et leurs contributions au communisme français.

À propos de : Zoé Grumberg, *Militer en minorité ? Le « secteur juif » du Parti communiste français après la Libération*, Rennes, PUR, 2025, 338 p., 25 € (ISBN : 9791041300051).

Articuler communisme et identité juive

Pendant les années 1970, le PCF avait décidé de se mettre à jour sur nombre de sujets, y compris semble-t-il, sur la « question juive ». Un rapport sur le sujet aurait été en partie dévoilé au Bureau politique. À cette occasion, Henri Krasucki, juif d'origine polonaise, secrétaire général de la CGT, ancien résistant de la MOI (Main d'œuvre ouvrière immigrée) et déporté, aurait fait valoir son désaccord avec son contenu assimilationniste. « Pour moi », aurait-il déclaré, « la carpe farcie a toujours son charme ». Cette anecdote ne se trouve pas dans le livre de Zoé Grumberg, centré sur la période de l'après-guerre, mais elle constitue une parfaite illustration des questions posées par cet ouvrage. Qu'est-ce en effet qu'être deux fois minoritaire, en tant que Juif dans la société française et en tant que Juif communiste, dans un parti à la fois soucieux de lutter contre l'antisémitisme mais aussi d'universalisme, partie prenante

d'un mouvement communiste international dont le centre (Moscou) et certains satellites des pays de l'Est ont connu de violentes campagnes antisémites, dont le prétendu « complot des blouses blanches » est la plus connue ?

Si la résistance de la MOI a fait l'objet de travaux, parfois récents à l'occasion de la panthéonisation du Groupe Manouchian, et de polémiques aujourd'hui closes, comme lors de la diffusion en 1985 du documentaire Terroristes à la retraite, le devenir de ces femmes et de ces hommes à la Libération, et en particulier des Juifs, n'a pas suscité de recherches systématiques. Plus encore, la sous-section juive de la MOI a souvent été considérée comme ayant disparu après-guerre. Le choix ambitieux de Zoé Grunberg consiste ainsi à contribuer à la fois à l'histoire des Juifs en France après la Shoah et à celle du Parti communiste et, en s'intéressant à « la construction et à l'articulation » (p. 26) des identités juives et communistes, à penser les deux ensemble. Si la recherche est centrée sur la période qui va de la Libération à la fin des années 1950 et porte avant tout sur la région parisienne, les trajectoires étudiées commencent dans l'entre-deux-guerres et se poursuivent jusqu'à la mort des enquêtés, tandis que la dimension transnationale, c'est-à-dire pour l'essentiel les départs en Pologne d'une partie d'entre eux et les tragédies qui touchent les Juifs soviétiques, n'est pas négligée. Les archives (riches et nombreuses) sont principalement celles de l'UJRE (Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide) dont la collecte a été entamée très tôt par David Diamant, et celles du PCF. L'étude est centrée sur 25 cadres dirigeants et cadres intermédiaires du secteur juif (19 hommes et 6 femmes), dont l'autrice a reconstitué les trajectoires grâce aux archives, à leurs éventuels témoignages et écrits, ainsi qu'à des entretiens avec leurs enfants lorsque cela s'est révélé possible.

Portrait d'une génération militante

Le choix stratégique de l'autrice — étudier des cadres dirigeants et intermédiaires juifs — est original puisqu'il l'a conduite à travailler sur la direction du PCF et sur ses productions politiques, lorsque la tendance est plutôt aujourd'hui de s'intéresser au parti par le bas, à ses sociabilités et à ses territoires. Le livre s'ouvre ainsi sur « le portrait » de groupe « d'une génération militante » : les 25 cadres du « secteur juif », nés entre 1898 et 1916, en Pologne pour beaucoup d'entre eux, mais aussi en Roumanie, en Tchécoslovaquie et en Ukraine, tous ou presque permanents, yiddishophones, à l'exception du futur avocat et sénateur Charles Lederman, sans liens avec le monde yiddishophone jusqu'en 1941. Fidèle à son souci de comprendre

les identités, Zoé Grumberg est attentive à leurs apprentissages dans les kheder (école primaire traditionnelle juive), notamment linguistiques, ainsi qu'à leurs lectures profanes. Passés parfois par plusieurs pays étrangers avant de gagner la France, ils connaissent des formes de clandestinité, exerçant des métiers manuels malgré leurs diplômes, ont une vie associative et politique dans le monde yiddishophone, et même pour certains une professionnalisation politique.

Le Pacte germano-soviétique d'août 1939 conduit à la rupture des liens entre le PCF et la MOI, qui se reconstitue ensuite clandestinement, initialement autour de trois hommes, Louis Gronowski, Jacques Kaminski et Édouard Kowalski. Zoé Grumberg décrit les activités de la MOI avant la défaite puis après l'Occupation et l'entrée dans la clandestinité. Elle montre comment sa direction est en réalité l'ancienne sous-section juive de la MOI, tandis que dans les FTP (Francs-Tireurs et Partisans)-MOI, ce sont les jeunes Juifs les plus actifs. Elle décrit la naissance de l'UJRE en avril 1943, dont la stratégie impulsée par le PCF est de cibler toute la population juive, et pas seulement étrangère, et la langue officielle, le français, tentant de rompre ainsi avec la logique de l'entre-deux guerres des groupes de langue et avec la culture yiddishophone.

Autonomie contre assimilation

Vient alors la libération progressive du territoire. C'est Adam Rayski qui est chargé de la reconstruction du secteur. Comme le souligne le titre du chapitre II (« À la conquête du monde juif »), l'objectif de l'UJRE est d'en devenir la première association et de rassembler au-delà des « couches laborieuses » et immigrées. Or, malgré la multiplication des services spécialisés (secours mutuels, associations sportives, culturelles, etc...), un organe de presse en français, *Droit et liberté*, une maison des associations, 14 rue de Paradis à Paris, ces services, avec les familles, fédèrent sans doute plus de 20 000 personnes dans la deuxième moitié des années 1940, soit moins de 10 % de la population juive vivant en France, sans élargissement au-delà de la première génération yiddishophone de l'UJRE. Les Juifs communistes sont donc bien minoritaires. Sachant que la ligne partisane semble avoir été un obstacle à l'ouverture, le chapitre suivant est centré sur les positions du PCF à l'égard des Juifs. Ce dernier qui craint une volonté d'autonomie de la MOI, voire une demande de nationalité juive comparable sans doute à ce qui existait en URSS (beaucoup de Juifs ont été dénaturalisés, n'ont pas demandé la nationalité française ou ne l'ont pas obtenue), affirme en décembre 1944, « les Juifs de France sont Français » et fait le choix

de l'assimilation. Mais malgré les tentatives partisans de dissolution, les cadres bien que choisis pour leur capacité d'obéissance au parti, réussissent à maintenir un secteur juif, certes dûment contrôlé comme le sont « les différentes composantes immigrées » (p. 110). L'une des grandes qualités du livre est de savoir saisir ces petites résistances des cadres et les réserves qui en restent, parfois, au quant à soi ou à l'entre-soi du groupe. Les unes et les autres permettent de comprendre, pour ce secteur comme ailleurs dans le parti, comment l'adhésion se maintient au fil du temps et de casser l'image fréquente d'une soumission aveugle.

Héroïsme ou traumatisme

Qu'en est-il maintenant de « l'engagement des Juifs communistes pour la réintégration des Juifs en France après la Shoah » (p. 141) ? Face à l'ampleur des demandes de secours à la Libération, l'auteur s'intéresse ainsi aux luttes pour les demandes de restitutions des biens locatifs (souvent aussi des lieux de travail), initialement non considérés comme spoliés (la spoliation portant sur les biens vendus) et étudie tout particulièrement le travail juridique de l'UJRE (et de Lederman). Le même chapitre IV porte également sur la mise en place de l'aide sociale et sur le souci constant parallèle de remettre au travail les populations juives, d'une part pour les réintégrer dans la société et, d'autre part, par crainte de l'antisémitisme. Le chapitre montre comment la puissance et la professionnalisation de l'organisation humanitaire d'assistance aux communautés juives, l'*American Joint Distribution Committee* (Joint) tendent à marginaliser (à nouveau) le travail social des juifs communistes.

Bien que la Commission centrale de l'enfance (CCE) ait fait l'objet de quelques travaux (notamment de l'autrice), le chapitre qui lui est consacré permet de mesurer à la fois les « difficultés émotionnelles » des enfants (12 000 sur 84 000 en 1939 ont été exterminés, 10 000 sont pris en charge par les organisations juives) mais aussi comment la hiérarchie communiste peine à reconnaître leurs problèmes spécifiques. Déployant une pédagogie progressiste (Makarenko, Freinet, Wallon), soucieuse de s'adapter à leurs traumatismes mais aussi de leur donner une éducation politique et une « identité juive laïque », même si les fêtes juives qui s'adressent de manière privilégiée aux enfants sont célébrées, la CCE crée des patronages, des colonies de vacances et des maisons d'enfants. C'est l'occasion de portraits passionnants de celles et ceux qui y furent éducateurs, parfois improvisés, et de Joseph Minc, responsable de l'UJRE pendant la guerre, redevenu dentiste après avoir été un temps permanent

– père d’Alain Minc, ce que l’auteur ne dit pas. La CCE se préoccupe de transmission. C’est celle de la « mémoire héroïque de la résistance juive » qui prévaut, opposée souvent à la réalité vécue par les enfants (celle de rafles et de la déportation). Dans cette même perspective, le chapitre VI s’intéresse au travail de collecte et à l’« objectif mémoriel » de l’UJRE, dont David Diamant est le maître d’œuvre ainsi qu’aux expositions de la seconde moitié des années 1940, consacrées aux Juifs dans la Résistance ou dans les Brigades internationales. Il fait apparaître de manière inattendue au regard des idées reçues, qu’il n’y a pas eu d’oubli après-guerre des héros juifs (et en général étrangers) jusqu’à la reprise en main de la politique mémorielle par les Soviétiques dès 1951.

La troisième partie est centrée sur les « trajectoires d’engagement à l’épreuve de la guerre froide ». Zoé Grumberg se demande notamment comment se concilient les identités juive et communiste en période d’antisémitisme en URSS et dans les pays satellites. Elle étudie la manière dont il s’agit, malgré les affaires, de « nier l’antisémitisme en URSS » (p. 254), ce que s’emploie à faire la Naïe Press, l’organe de presse yiddishophone né avant-guerre. Mais elle montre aussi les premiers doutes, comme ceux de Joseph Minc. Une affaire révélée en 1956, celle des 13 poètes et écrivains yiddishophones fusillés en 1952 en URSS, entraîne tant de remous qu’elle conduit le PCF à tenter de reprendre en main le secteur et à constater qu’une partie des cadres sont « incapables de défendre les positions du parti (p. 263). Si certains sont vus comme « incontrôlables » (c’est le cas de l’écrivain Haïm Sloves, longuement dissident et critique), la plupart souhaitent que le parti demande des comptes à l’URSS. Le dernier chapitre porte sur le désengagement des 25 cadres. Neuf ont rompu et c’est en particulier le cas de ceux qui, après-guerre, sont retournés en Pologne construire le socialisme. Les passages consacrés à ceux-ci, au-delà de leur originalité car ils n’avaient pas été, me semble-t-il, jusqu’à présent étudiés ensemble, montrent les postes prestigieux qui leur ont été initialement attribués en Pologne et leur destinée parfois tragique avec la montée de l’antisémitisme (purge, retraite forcée, difficultés financières à leur retour). De certains de ces cadres, on ne saura pas, faute de sources – et c’est l’une des qualités du livre de faire surgir cette aporie – quels furent leurs sentiments vis-à-vis du PCF et même, parfois, quels furent leurs conflits avec le PCF ou certaines inflexions de leur trajectoire.

L'ouvrage s'inscrit dans des filiations – par excellence, les travaux pionniers de Renée Poznanski¹ – mais aussi des compagnonnages, comme les recherches contemporaines de Simon Perego². Il est d'une très grande richesse, que l'on ne fait qu'effleurer ici, puisqu'il retrace toutes les complexités de la politique du PCF à l'égard du « secteur juif » et tous les épisodes de la vie de ce secteur, dont il ressuscite l'existence oubliée, sauf dans les mémoires des personnes encore liées au monde yiddishophone. Les passages sur les choix des cadres, les habitus attendus, leur surveillance, les développements sur les cinq femmes du corpus, sont précieux – et pourront être généralisés à d'autres secteurs tant les mécanismes valent pour l'ensemble du PCF. Le livre requiert d'ailleurs de la part du lecteur une connaissance des mécanismes de fonctionnement partisan et des acteurs de la période (mieux vaut parfois consulter le *Maitron*). De même, le souci³ de ne manquer aucune inflexion, de prendre en compte à la fois les rapports avec le PCF et les autres organisations (CRIF, Joint, partis politiques) fait du livre un ouvrage de référence, désormais incontournable, mais exigeant pour le lecteur. C'est pourquoi sans doute, ce sont les deuxième et troisième parties qui emporteront le plus l'adhésion parce qu'elles sont les plus attentives aux émotions et aux sociabilités des survivants et des persécutés.

Publié dans lavedesidees.fr, le 15 octobre 2026.

¹ Voir par exemple, Renée Poznanski, *Les Juifs en France pendant la Seconde Guerre Mondiale*, Paris, CNRS Éditions, 2018 ; *Propagandes et persécutions : la Résistance et le "problème juif" 1940-1944*, Paris, Fayard, 2008 ; « La création du centre de Documentation juive contemporaine en France (avril 1943) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°1, vol. 63, 1999, p. 51-63.

² Simon Perego, *Pleurons-les. Les Juifs de Paris et la commémoration de la Shoah, 1944-1967*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2020.

³ Le livre est tiré d'une thèse, soutenue en 2020, à Science Po Paris, sous la direction de Claire Andrieu.